

## La Coopération Bilatérale

### **Définition :**

La coopération bilatérale signifie la coopération entre deux Etats en vue d'appuyer le développement de l'un d'eux.

Cette aide tend à améliorer les conditions de vie des pays pauvres, à lutter contre la pauvreté, à favoriser l'émergence de sociétés démocratiques. Elle englobe l'aide humanitaire. Des initiatives ont été prises tant dans le domaine privé que dans le domaine public. Les pays ci-dessous ont une histoire de coopération depuis cinquante ans. ils sont des bailleurs actifs dans les domaines sociaux et économiques, dans la lutte contre la pauvreté et l'environnement.

- Allemagne
- Belgique
- Espagne
- France
- Italie
- Norvège
- Pays-Bas
- Royaume-Uni
- Suède
- Suisse

### **Principaux partenaire financiers :**

#### **Allemagne**

##### **Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération**

L'Auswärtiges amt (AA), ministère des Affaires Etrangères, s'occupe de l'aide humanitaire d'urgence, du déminage humanitaire et de la prévention des catastrophes naturelles. Le ministère fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) définit la politique de coopération, en concertation avec le ministère des Affaires étrangères.

Le BMZ est constitué de directions thématiques (démocratisation, prévention des conflits, coordination) et géographiques (Asie et Amérique latine, Afrique, Proche et Moyen-Orient) et dispose d'une large autonomie. Il confie la mise en œuvre des projets et des programmes de la coopération au développement à deux établissements publics autonomes sous sa tutelle (la GIZ et la KfW) et à des organisations non-gouvernementales.

- La GIZ, agence de coopération technique, est le principal opérateur en matière de mise en œuvre de l'assistance technique.
- La KfW, agence financière détenue à 80% par l'Etat fédéral et à 20% par les Länder, est chargée de mettre en œuvre la coopération financière et l'aide budgétaire.
- Les institutions Allemandes parapubliques ou privées, sont des institutions extérieures aux administrations (fondations politiques, ONG, etc.). Elles jouent un rôle

particulièrement actif en matière d'aide au développement. Cette grande variété d'institutions, propre au système allemand, favorise un équilibre entre pouvoirs publics et société civile, selon un modèle horizontal plutôt que vertical.

### **Objectifs stratégiques**

Redéfinis en 2001, les objectifs de l'Allemagne en matière d'aide au développement ont permis l'adoption d'un programme d'action 2015 ayant eu pour principales conséquences :

- L'introduction dans les programmes de développement d'une nouvelle notion, les « pays partenaires prioritaires » (schwerpunktländer). Au nombre de 40 en 2002, ces pays peuvent bénéficier d'une coopération portant sur 3 secteurs au maximum alors que les « pays partenaires », 35 en 2002, disposent de programmes centrés sur un seul secteur.
- La redéfinition de la stratégie allemande de lutte contre la pauvreté se fonde sur de nouveaux thèmes prioritaires :
  - l'accès des plus démunis aux services sociaux de base ;
  - la protection de l'environnement et des ressources naturelles ;
  - l'égalité homme- femme par l'enseignement et la formation ;
  - la bonne gouvernance politique et économique ;
  - la libéralisation des systèmes économiques et l'intégration des pays en développement dans le commerce mondial ;
  - la mise en place d'institutions publiques et sociales efficaces ;
  - la remise de dette ;
  - le rôle accru du secteur privé et de la société civile dans l'effort d'aide.

Le programme d'action 2015 fait également état de la décision d'augmenter les contributions apportées aux organismes des Nations Unies, et, plus généralement, de doter de façon significative certaines initiatives transversales.

### **Moyens et instruments d'intervention**

Les instruments de financement sont essentiellement des prêts et des dons. L'aide bilatérale est constituée à 24% de prêts bonifiés consentis par la KfW, et à 76% de dons dont 60% reviennent à la coopération technique.

Les instruments de coopération sont en évolution. La politique allemande en matière d'aide semble en effet s'orienter vers une aide programme privilégiant un partenariat plus étroit avec les pays bénéficiaires, et une approche fondée sur des stratégies sectorielles. Cette évolution intervient également au niveau du réseau allemand sur place, que les autorités fédérales entendent renforcer et rationaliser.

## **Belgique**

### **Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération**

La coopération belge compte plusieurs acteurs.

L'élaboration des programmes de la coopération est confiée à la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD), qui fait partie du service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

La coopération entre gouvernements est préparée et financée par la DGCD, mais est exécutée par la Coopération Technique Belge (CTB). Outre la coopération gouvernementale,

la DGCD cofinance et coordonne d'autres formes de coopération. La CTB dispose d'une représentation dans les pays partenaires.

### ***Objectifs stratégiques et secteurs prioritaires***

L'objectif global mis en avant par la coopération belge est de contribuer à la réduction de la proportion de la population rurale vivant sous le seuil de pauvreté absolue de moitié avant 2015.

Le double ciblage géographique et sectoriel permet à la Coopération belge d'avoir un impact réel dans les zones et secteurs où elle opère, ainsi que de développer un avantage comparatif. Les thèmes transversaux, notamment l'environnement, l'économie sociale, le VIH-SIDA et l'égalité des chances font l'objet d'une attention particulière.

Les secteurs de concentration concernent :

- les infrastructures de base ;
- l'eau potable et assainissement ;
- la mobilisation, la préservation et la rationalisation de la gestion des ressources en eau ;
- le développement rural ;
- l'enseignement et la formation ;
- le micro-crédit.

### ***Moyens et instruments d'intervention***

Le Programme Indicatif de Coopération (PIC) est un document dans lequel la Belgique et le pays partenaire, fixent les objectifs, les contenus sectoriels et thématiques, la durée et le budget estimatif du programme qu'ils souhaitent réaliser ensemble. Le PIC est adopté par les deux gouvernements lors de la Commission Mixte. Il sert de ligne directrice pour la sélection des prestations de coopération bilatérale directe au cours de la période concernée. Le PIC est basé, entre autres, sur la stratégie globale du pays partenaire de développement, les priorités de la Coopération belge et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le PIC tient compte de l'évolution divergente de la pauvreté en milieu rural et urbain et entre les deux sexes. Ceci justifie la priorité accordée aux stratégies visant la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de base des populations en milieu rural, avec une attention particulière à la condition féminine.

## ***Espagne***

### ***Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération***

La stratégie de coopération espagnole place les relations UE-pays méditerranéens comme l'une des priorités de la diplomatie espagnole. Parallèlement, l'inclination espagnole vers les pays d'Amérique latine reste prédominante. La politique espagnole d'aide au développement fait intervenir une pluralité d'acteurs dont les administrations publiques et les institutions parapubliques ou privées.

Pour les acteurs publics, l'aide au développement est confiée pour 30% au ministère des Finances et pour 22% au ministère des Affaires Etrangères (secrétariat d'État aux Affaires étrangères). L'exécution des programmes incombe à l'agence espagnole pour la Coopération internationale (AECI).

Depuis 2000, le fonctionnement de l'AECI repose sur deux directions générales géographiques (coopération avec l'Amérique latine / coopération avec l'Afrique, l'Asie et l'Europe orientale) et une direction générale thématique (relations culturelles et scientifiques). L'agence dispose d'agences locales.

Pour les institutions parapubliques et privées, les acteurs sont les administrations publiques, les entreprises, les ONG, les universités, les centres de recherche et les syndicats. Elle prévoit des procédures consultatives destinées à coordonner les actions de ces différents acteurs : commission interterritoriale, commission interministérielle pour la coopération espagnole, groupes de travail des organes consultatifs de la coopération espagnole pour l'élaboration des stratégies sectorielles et horizontales. L'essentiel de ces fonds est acheminé par le biais des ONG en cofinancement avec l'AECI.

### ***Objectifs stratégiques***

Dans son cadre général, la politique d'aide de l'Espagne se fonde sur la loi de juillet 1998 concernant la Coopération internationale pour le développement (LCID). Les principaux objectifs sont la lutte contre la pauvreté et la promotion de la démocratie et de l'état de droit. Leur réalisation implique l'appui au développement économique, social et environnemental durable, ainsi que le soutien des PED en vue de leur intégration dans l'économie internationale. Outre son aide aux pays à faible revenu, et conformément aux priorités géographiques contenues dans la LCID, l'Espagne concentre son aide sur les pays à revenu intermédiaire qui sont confrontés à des poches de pauvreté persistantes et dans lesquels il est nécessaire de consolider l'Etat de droit. Dans la zone WANA, les principaux pays bénéficiaires de l'aide espagnole sont : Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie. Les principales régions bénéficiaires de l'APD bilatérale espagnole sont l'Amérique latine (environ 56 %) et l'Afrique subsaharienne (12 %).

Suivant les objectifs spécifiques de l'AECI, et en terme de priorité géographique, un plan régional a été défini pour le Maghreb et le Moyen-Orient : il concerne 18 pays dont le Maroc, la Mauritanie, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Egypte, la Jordanie et le Liban. Les autres pays font l'objet d'actions ponctuelles dans le domaine de la culture, de la formation ou dans le cadre de programmes horizontaux.

Dans les programmations sectorielles, celles qui intéressent la région sont :

- programme AZAHAR de coopération au développement en matière de développement durable, de protection de l'environnement et de conservation des ressources naturelles ;
- programme de coopération inter universitaire ;
- programme de coopération pour le patrimoine culturel.

### ***Moyens et instruments d'intervention***

Assistance technique : les projets et programmes de coopération technique représentent le principal instrument de la coopération espagnole.

Instruments financiers : le gouvernement espagnol dispose d'une série d'instruments financiers pour réaliser sa politique de coopération internationale, parmi lesquels :

- Le Fonds d'Aide au Développement (FAD) : octroie des aides financières de caractère concessionnel aux PED dont le PNB/hbt est inférieur à 2935 \$ ainsi que des fonds aux institutions financières multilatérales<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour être éligibles au FAD, les projets ne doivent pas avoir de finalité commerciale et la concessionnalité des crédits (ou subventions implicites) doit atteindre un minimum de 35 %. En moyenne, l'Espagne atteint un degré de concessionnalité d'environ 50%.

- La ligne d'étude de viabilité (FEV) : ses objectifs sont le renforcement des relations économiques, commerciales et financières entre l'Espagne et les pays bénéficiaires par le biais de la promotion des activités des entreprises espagnoles dans ces pays. La ligne FEV peut être mise en œuvre par le biais de modalités publiques, privées ou multilatérales<sup>2</sup>.

## **France**

### **Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération**

Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID)<sup>3</sup> définit les axes prioritaires de la politique française d'aide au développement et, d'une manière plus générale, fixe la doctrine française en matière de coopération. Les décisions du CICID de juillet 2004 sur une nouvelle répartition opérationnelle entre le ministère des Affaires étrangères (MAE) et l'Agence française de développement (AFD) recentrent en priorité le ministère sur les projets d'appui aux domaines régaliens, sur le renforcement institutionnel, ainsi que sur l'appui aux ONG et à la coopération décentralisée. Les autres secteurs – qui sont au cœur de la politique française d'aide au développement et qui contribuent à la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire – sont dévolus à l'AFD.

### **Stratégie française de coopération**

La politique française en matière de coopération et d'aide publique au développement (APD) s'articule autour de deux grandes priorités : accroître l'effort financier en faveur des pays en développement et améliorer l'efficacité de l'aide. L'engagement de la France va au-delà des engagements européens<sup>4</sup> et devrait lui permettre d'exercer au sein de la communauté internationale un rôle d'entraînement.

Sur le plan géographique, l'accent est mis, au sein de la zone de solidarité prioritaire (ZSP)<sup>5</sup>, sur l'Afrique francophone et les pays les moins avancés. La ZSP déterminée en 2002 regroupe les pays suivants en Afrique et en Méditerranée :

- Proche Orient : Liban, Territoires autonomes palestiniens, Yémen.
- Afrique du Nord : Algérie, Maroc, Tunisie. Avec les États du Maghreb, la France entretient une relation privilégiée, qui constitue pour elle une véritable priorité politique. Héritage de l'histoire, cette relation se nourrit aussi d'échanges permanents dont elle prend soin d'adapter et de moderniser constamment les instruments, dans tous les domaines : coopération, relations culturelles, échanges humains, partenariat économique. Auprès de tous, la France plaide en faveur de l'intégration régionale entre les États du Maghreb, et de leur rapprochement avec l'UE qui doit permettre une association accrue des pays de la rive sud de la Méditerranée à l'Europe élargie.

2 Contributions aux fonds de consultation gérés par la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque Européenne de Reconstruction pour le Développement et la Banque Africaine de Développement.

3 Créée en 1998 en substitution au Comité Interministériel d'Aide au Développement, le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) est composé des 12 ministres les plus directement concernés par les questions de développement. Il est présidé par le Premier ministre. Le ministère des Affaires étrangères (DGCID) et le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Trésor) en assurent conjointement le secrétariat permanent.

4 à Barcelone, les Etats membres se sont engagés à porter le niveau moyen de leur aide à 0,39% du PNB en 2006.

5 ZSP a été définie par le Gouvernement français en février 1998 comme celle où l'aide publique, engagée de manière sélective et concentrée peut produire un effet significatif et contribuer à un développement harmonieux des institutions, de la société et de l'économie.

- Afrique subsaharienne et Océan indien : une quarantaine de pays. En Afrique de l'Ouest, les principaux leviers de financement pour accompagner le développement sont : les appuis budgétaires, les aides – programmes – projets et la coopération décentralisée.

Sur le plan sectoriel, sept secteurs prioritaires ont été retenus : éducation, eau et assainissement, santé et lutte contre le SIDA, développement des infrastructures en Afrique subsaharienne, agriculture et sécurité alimentaire, protection de l'environnement, secteur productif<sup>6</sup>.

La synthèse des documents de stratégie par secteur se traduit au niveau de chaque pays par la rédaction d'un document cadre de partenariat (DCP) qui définit la stratégie de coopération de l'ensemble des acteurs publics et retient quelques secteurs de concentration. En Afrique, ces documents sont établis en conformité avec les principes du NEPAD.

La politique de la France en matière de solidarité internationale est guidée par trois grandes orientations : donner plus, donner mieux, donner en priorité à ceux qui en ont le plus besoin. La France s'est engagée à porter la part de son APD à 0,5 % de sa richesse nationale en 2007, étape vers l'objectif de 0,7 % en 2012. Elle apporte en outre aux pays du Sud des ressources additionnelles, complémentaires de l'APD traditionnelle, grâce à des mécanismes innovants de financement. La France soutient la proposition britannique d'une facilité financière internationale et propose, de manière complémentaire à celle-ci, un prélèvement international de solidarité. La France s'est dotée de stratégies pluriannuelles dans les secteurs reconnus comme prioritaires dans le cadre du consensus du millénaire pour mieux orienter l'APD vers la réalisation des OMD.

Pour renforcer l'efficacité de l'aide, la France participe pleinement aux efforts d'harmonisation entre bailleurs, notamment au plan européen et au sein du comité d'aide au développement de l'OCDE. Elle s'emploie à systématiser l'évaluation de ses actions.

### ***Moyens et instruments d'intervention***

Le ministère des Affaires étrangères encourage la coopération décentralisée en offrant aux collectivités locales les services de son réseau d'ambassades et d'experts et par les co-financements qu'il met en place soit pour les projets de coopération décentralisée, soit pour les réseaux nationaux ou les structures de concertation ou coordination régionale.

## ***Italie***

### ***Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération***

L'APD italienne présente un visage relativement original, avec une prépondérance de l'aide multilatérale. Les compétences en matière d'aide au développement sont essentiellement réparties entre le ministère des Affaires étrangères (MAE) et le ministère de l'Economie et des Finances (MINEFI). Le MAE assure la coordination des programmes de développement. Il héberge le Comité de pilotage de la coopération au développement et le Comité interministériel pour la programmation économique. C'est toutefois la Direction générale pour la Coopération au développement (DGCS) du MAE qui est plus particulièrement en charge de l'APD. Le MINEFI administre essentiellement les contributions multilatérales auprès de l'Union européenne ou lors de la reconstitution des fonds des banques régionales de développement. L'exécution de la coopération décentralisée (1% de l'APD totale) est en général confiée à des organisations internationales ou à des ONG.

---

6 Des documents stratégiques ont été élaborés pour chacun de ces secteurs (ces stratégies sectorielles sont en ligne sur le site du ministère).



## ***Les institutions parapubliques ou privées***

La coopération non-gouvernementale est très active. La plupart des organisations non gouvernementales se sont regroupées dans trois collectifs : le FOCSIV (catholique), le CIPSI (politiquement de gauche) et le COCIS (qui insiste sur le partenariat et les ONG locales).

## ***Objectifs stratégiques***

Sur le plan des priorités géographiques, l'Afrique subsaharienne reçoit 61% de l'aide bilatérale italienne, suivie par la zone Afrique du Nord/Moyen-Orient (11%). Sur le plan sectoriel, les priorités focalisent sur la réduction de la pauvreté, l'action humanitaire, le développement du secteur privé, la lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria.

## ***Moyens et instruments d'intervention***

L'Italie est le membre du CAD qui utilise le plus le canal multilatéral en proportion (56% de l'aide totale). La Communauté européenne (35% de l'aide totale) est de très loin le principal destinataire de l'aide multilatérale<sup>7</sup>. Parallèlement, l'Italie a comme objectif de figurer parmi les dix premiers contributeurs au système des Nations unies.

Depuis l'adoption d'une loi à cet effet en 2000, l'Italie a annulé la totalité de ses créances commerciales et ses créances d'APD ; elle a également converti un volume important de créances en activités de développement. L'accroissement des annulations de dette explique pour une large part l'augmentation récente de l'APD italienne.

La gestion des prêts est confiée au Mediocredito Centrale (MCC)<sup>8</sup>, le quatrième groupe bancaire italien, spécialisé dans le développement des PME.

## ***Norvège***

### ***Dispositif institutionnel de la coopération : principaux opérateurs***

Le système d'aide au développement de la Norvège est dual. Il est organisé autour du ministère des Affaires étrangères et de la NORAD (Agence norvégienne pour le développement et la coopération). Le ministère concentre la responsabilité constitutionnelle et budgétaire pour les trois types d'aide au développement norvégienne : urgente, transitionnelle, long terme. La direction des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'aide humanitaire, gère l'aide d'urgence et l'assistance aux situations de conflits. La direction de la coopération internationale du ministère des affaires étrangères est responsable de la programmation de l'aide multilatérale.

Des partenariats directs sont signés avec des ONG qui mettent en œuvre une partie des crédits. La gestion et la mise en œuvre de l'aide bilatérale sont confiées à NORAD qui participe également, conjointement avec les bureaux régionaux du ministère, à l'élaboration des stratégies par pays et au dialogue à l'échelon local dans les pays désignés comme partenaires. Les ONG norvégiennes sont particulièrement présentes dans le domaine des droits de l'Homme et de la gouvernance et mettent en œuvre une grande part de l'aide humanitaire. Le Kompakt conseil consultatif réunit les autorités norvégiennes du développement, les milieux d'affaires et les ONG. Il a pour but d'améliorer la transparence et la cohérence dans la promotion des droits de l'Homme dans les PED.

---

7 L'Italie contribue pour 13,6% au budget communautaire d'aide extérieure et à hauteur de 12,5% au 9ème Fonds européen de développement.

8 Le MCC fait partie, avec notamment la Banque du développement des PME et la *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW) allemande, du Réseau européen des établissements financiers soutenant les PME (*Network of European Financial Institutions*).

## ***Les objectifs stratégiques de l'APD***

Le programme d'action de l'APD de la Norvège intitulé « Combattre la pauvreté dans le Sud, plan d'action 2015 » prévoit les lignes directrices suivantes :

- atteindre les 1% APD/PNB en 2005 ;
- concentrer 40% de l'APD bilatérale sur les 49 Pays les Moins Avancés (PMA) ;
- améliorer les règlements sur la dette des pays du Sud ;
- garantir la sécurité et la paix au sein des pays partenaires et pratiquer une politique de bonne gouvernance ;
- encourager les principes de l'appropriation du développement par les PED.

Pour l'ensemble de l'APD bilatérale norvégienne, la répartition géographique, place l'Afrique (37%) en tête, suivie de l'Asie et Océanie (20,4%), l'Europe (11,6%), l'Amérique latine (9,9%) et le Moyen-Orient (7%).

L'APD norvégienne s'articule autour des différents secteurs de développement : social (éducation, santé, logement, eau) ; développement économique (énergie, secteur privé, agriculture) ; aide humanitaire ; paix, droits de l'homme et démocratie ; aides transversales (environnement, égalité homme-femme).

## ***Les moyens d'intervention***

Le gouvernement norvégien défend le déliement de l'aide en général et de l'aide bilatérale en particulier.

L'APD bilatérale : l'aide aux projets est abandonnée progressivement au profit des programmes et approches sectorielles dans le cadre de relations de développement à long terme.

L'APD Multilatérale (près de la moitié de l'APD norvégienne) : la Norvège verse une contribution supérieure à ce qu'elle devrait acquitter au système des Nations unies.

La Norvège participe au groupe Utstein qui est une coopération informelle entre les ministres du développement des Pays-Bas, de la Norvège, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. En outre, elle opère en étroite collaboration avec les autres pays nordiques par l'intermédiaire notamment du Fonds Nordique de Développement.

## ***Pays-Bas***

### ***Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération***

La gestion de l'APD néerlandaise a été en grande partie (plus de 80%) rassemblée au sein du ministère des Affaires étrangères (MinBuza), ce qui assure la cohérence du dispositif. Sont également rattachées au Minbuza deux agences qui jouent un rôle en matière d'APD : le FMO (Netherlands Development Finance Company), responsable depuis février 2002 des programmes du MinBuza pour le développement et l'environnement en relation avec les exportations, et le CBI (Centre for Promotion of Imports from Developing Countries), agence du MinBuza qui vise à renforcer la compétitivité des entreprises des pays en développement. L'association néerlandaise de développement (SNV), qui n'est pas sous la tutelle du MinBuza, gère une partie de l'assistance technique néerlandaise et peut également intervenir en tant qu'opérateur de projets de développement. Etant privée, la SNV a la possibilité de rechercher des contrats pour la mise en œuvre d'opérations de développement avec d'autres bailleurs de fonds. Le MinBuza entretient un dialogue étroit avec la société civile néerlandaise : communauté des ONG, monde universitaire, instituts de recherche et secteur des entreprises.



## **Objectifs stratégiques de l'APD des Pays-Bas**

Dans le cadre général, les Pays-Bas orientent leur APD selon :

- Une concentration des pays bénéficiaires afin d'éviter une trop grande dispersion de l'aide : l'aide néerlandaise se concentre sur 36 pays dont 15 en Afrique. Ces pays prioritaires s'insèrent dans un partenariat de longue durée, qui comprend des clauses de promotion de la bonne gouvernance et de protection des droits de l'Homme.
- Une répartition thématique relativement resserrée qui privilégie 6 secteurs : l'éducation, la lutte contre le SIDA, la mise en place de systèmes de santé à long terme, l'accès à l'eau, l'environnement et le développement du secteur privé.

Dans son cadre spécifique, la SNV a pour mission de permettre un renforcement des capacités des organisations locales auprès desquelles elle intervient. Cette assistance se concentre sur trois domaines : les processus locaux de gouvernance (45%), le développement du secteur privé (30%) et la gestion des ressources naturelles (25%).

## **Moyens et instruments d'intervention**

Les Pays-Bas ont une aide caractérisée par la faible proportion de sa composante multilatérale qui passe essentiellement par le canal des Nations Unies, et dans une moindre mesure par les institutions de Bretton Woods et des banques régionales de développement.

Près d'un tiers de l'APD est octroyé aux gouvernements des pays bénéficiaires sous forme d'aide budgétaire globale. Cette proportion élevée d'aide budgétaire répond surtout aux contraintes de gestion grandissantes sur le système néerlandais d'aide, notamment en matière de personnel, face à un niveau d'aide élevé.

Les Pays-Bas consacrent 257 millions de dollars à l'allègement de la dette soit 6,4% de leur aide publique au développement.

Le ministère fait largement appel à des organismes non gouvernementaux par lesquels transitent environ 20% de l'APD totale. Les autorités néerlandaises s'efforcent d'améliorer la logique et la nature du processus de dotation des ONG sur la base de critères de performance, d'efficacité et de transparence.

## **Royaume-Uni**

### **Principaux opérateurs du dispositif institutionnel de la coopération**

L'aide publique au développement britannique est gérée par le Department for International Development (DFID) qui est l'acteur hégémonique de la politique britannique de développement. Ce rôle central se retrouve sur le terrain, dans les délégations, où le représentant du DFID a le monopole de l'initiative concernant l'identification des secteurs, des instruments et des projets qui vont bénéficier de l'aide britannique. D'autres ministères britanniques suivent en partie les questions de développement, en particulier le Foreign and Commonwealth Office (FCO), le Treasury, le ministère de la Défense et le ministère du Commerce et de l'Industrie.

### **Stratégie générale du Royaume Uni**

- **Une politique d'aide au développement irriguée par des objectifs et des indicateurs de performance**

La politique d'aide au développement britannique repose sur les indicateurs de résultats qui doivent contraindre le DFID à intervenir dans des secteurs ciblés. Les performances à

chaque niveau (individus, équipes, services, directions) sont évaluées tous les 6 mois. Le gouvernement présente annuellement au Parlement le résultat de sa politique d'aide au développement.

L'allocation de l'aide demeure flexible et le DFID dispose d'une réserve d'APD programmable.

Le DFID reste libre de définir ses propres critères d'allocation et la répartition des enveloppes par pays, par région, par bailleur (aide bilatérale ou multilatérale, crédits délégués à des agences d'autres donateurs) ou par instrument (aide projet, aide programme, aide budgétaire).

- **La politique axée sur l'influence**

La notion d'efficacité jalonne le discours du DFID, qui en fait la justification de sa politique mais également le garant de la défense des intérêts britanniques. L'APD britannique abrite, au sein du budget d'un seul ministère, une part d'aide programmable supérieure à 60%. Cela explique la capacité du gouvernement britannique à allouer de « l'argent frais » sur des projets ponctuels de cofinancement avec d'autres bailleurs et à intervenir dans nombre de fonds fiduciaires gérés par des bailleurs internationaux.

- **Une stratégie de communication très efficace**

Le DFID accorde à la communication une place de premier ordre.

- **Une stratégie multilatérale sophistiquée**

Le DFID place son aide programmable dans les institutions multilatérales (banques régionales, contributions volontaires aux agences onusiennes), ou dans les « *basket funds* » qu'elles gèrent, à hauteur de l'influence qu'il peut en tirer. La stratégie d'influence du DFID dans les enceintes multilatérales se double d'une incessante activité de lobbying auprès des autres Etats membres (Union européenne) ou bailleurs (AID, PNUD, fonds mondiaux...).

## **Suède**

### ***Dispositif institutionnel de la coopération : principaux opérateurs***

Les deux principaux organes en charge de la coopération au développement sont le ministère des Affaires étrangères (UD) et l'agence suédoise du développement international (Asdi). L'UD est tout d'abord chargé de la formulation de la politique de développement à l'intérieur du cadre général élaboré par le Parlement. Sur le plan opérationnel, le ministère des Affaires étrangères met en œuvre l'aide multilatérale, l'aide humanitaire et, dans le cas des Etats fragiles, l'aide bilatérale ce qui représente 37% de l'aide suédoise. La mise en œuvre de la politique pour un développement global (PDG) est assurée par la Direction du Développement placée sous le contrôle du ministère de la Coopération Internationale qui est lui-même sous la tutelle de l'UD. Administration publique sous la tutelle de l'UD, Asdi est l'opérateur principal de l'aide bilatérale suédoise. Elle travaille étroitement avec des ONG, des entreprises et des experts, la plupart du temps suédois.

La Suède est depuis longtemps l'un des plus importants donateurs d'aide publique au développement (APD) en termes d'effort, soit 0,79% du RNB en 2003. La Suède s'est engagée à consacrer 1% de son RNB à l'APD en 2006. L'aide bilatérale suédoise (composée à 98% de dons) a bénéficié en 2003 à 110 pays.

## ***Stratégie d'aide publique au développement de la Suède***

### **Nouveau cadre stratégique depuis 2003**

Afin de garantir une cohérence intra-gouvernementale, d'améliorer l'efficacité de la politique d'aide au développement et de répondre aux OMD, la PDG vise un seul objectif pour toutes les politiques sectorielles : contribuer à un développement global équitable et durable dont la lutte contre la pauvreté serait le centre, avec deux principes : le respect des Droits de l'Homme et l'intérêt particulier apporté aux pays et aux populations les plus pauvres.

### **La mise en place d'instruments originaux**

L'initiative franco-suédoise du Groupe de travail sur les Biens publics mondiaux (BPM) en 2003 a pour objectif de « favoriser une offre accrue de biens publics internationaux, mondiaux ou régionaux qui sont d'une importance cruciale pour éliminer la pauvreté et atteindre les OMD ». Le Groupe conduit des évaluations autour de la notion de BPM et de l'utilisation de ceux-ci afin de formuler des recommandations portant sur leur gestion et leur financement.

- **Le forum pour le développement.** Le Forum sur le développement global a été créé pour permettre une large participation de la société civile aux actions de coopération au développement. Cet instrument a pour but d'inciter les ONG à influencer sur l'orientation de l'action publique, le secteur privé à défendre ses intérêts commerciaux et le monde de la recherche à mettre en évidence de nouveaux axes d'investigation.
- **La coopération déléguée.** Dans les années à venir, l'Asdi va devoir gérer l'accroissement de l'APD avec un budget administratif constant, voire en baisse. Des opérations de coopération déléguée commencent à être mises en place afin de pouvoir faire face à cette situation.

### ***Les modalités de l'aide***

La PDG prévoit une coopération bilatérale géographiquement resserrée : les pays partenaires pourraient alors bénéficier d'actions de coopération au développement dans un nombre de secteurs plus important qu'auparavant. Le choix des pays partenaires tient compte des documents stratégiques nationaux de lutte contre la pauvreté. Ceux-ci sont examinés afin de vérifier leur cohérence avec les objectifs suédois et servent ensuite de base aux interventions suédoises.

Un des objectifs de la nouvelle stratégie est d'accroître la part de l'aide multilatérale, qui ne représentait que 26% de l'aide totale en 2003. L'ONU et ses institutions spécialisées reçoivent 10% de l'aide totale ; viennent ensuite la Banque mondiale et les banques régionales de développement (BAD financée à 4% par la Suède, enfin la CE avec 5,1% de l'APD totale).

## ***Suisse***

### ***Dispositif institutionnel de la coopération : principaux opérateurs***

La Direction du développement et de la coopération Suisse (DDC / SDC) est l'agence d'exécution de la politique de coopération suisse au développement.

### ***Stratégie de l'aide publique au développement***

La coopération bilatérale au développement a pour objectif de poser les fondements matériels et humains de processus de développement durables pouvant être conduits de manière autonome. Elle est par conséquent de nature subsidiaire et œuvre sur le long terme.

Outre ses activités traditionnelles de projets, la DDC se consacre également de plus en plus, dans les pays où elle est active, à l'instauration de conditions générales plus favorables (justice, gestion des affaires publiques, démocratie, droits de l'homme, sécurité).

### ***Modernisation, développement économique et lutte contre la désertification en Afrique du Nord***

La DDC mène en Afrique du Nord divers programmes de coopération internationale destinés à stimuler le développement économique et le processus de modernisation. Cette région devant également faire face au problème de la désertification, la coopération de la DDC avec les pays concernés vise notamment à mettre en œuvre des programmes pour lutter contre l'avancée du désert ainsi que pour développer les structures institutionnelles et promouvoir la bonne gestion des affaires publiques.

Différents projets sont réalisés dans plusieurs pays de l'Afrique du Nord, spécialement dans les domaines de l'environnement, de la lutte contre la désertification et de l'eau.

Par exemple, la DDC soutient l'ICA RDA avec un projet de recherche sur l'utilisation durable des pâturages dans les zones arides du Maghreb. Une collaboration avec OSSA porte sur un soutien au projet ROSELT (Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme). Enfin, elle cofinance avec la Banque mondiale l'initiative régionale pour l'eau en faveur des pays arabes.



## **Références**

### **Sites web de certaines organisations de coopération :**

- [http://www.jeminforme.be/cooperation\\_au\\_developpement/definition.html](http://www.jeminforme.be/cooperation_au_developpement/definition.html)
- <http://www.giz.de/>
- <http://www.afd.fr>
- <http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil>
- <http://www.sida.se/English/>